

A Genève, la «révolution» pédagogique est en panne

Genève L'ouverture de l'Institut universitaire de formation des enseignants promis par le ministre Charles Beer est reportée, et sa mission revue à la baisse

Yelmarc Roulet

«Non, nous ne serons pas prêts pour la rentrée 2008», explique Charles Beer, le patron de l'École publique genevoise. L'ouverture de l'Institut universitaire de formation des enseignants (IUFE) est reportée d'un an, ainsi que le conseiller d'Etat l'a annoncé dans un entretien accordé au *Temps*.

Mais ce délai n'est pas le seul point sur lequel le ministre socialiste a revu ses ambitions. A l'origine, le nouvel institut devait réunir sous un seul toit l'ensemble de la formation des enseignants primaires et secondaires. Il est prévu désormais que ce regroupement intervienne seulement au niveau du master. Autrement dit, jusqu'au bachelor, les enseignants primaires continueront d'être formés comme aujourd'hui par la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation (Fapse).

Ces nouvelles orientations sont celles que Charles Beer a présentées, mercredi dernier, à ses collègues du Conseil d'Etat. Elles ont été avalisées.

La pédagogie en crise

Le projet de refonte de la formation pédagogique genevoise avait été lancé à l'automne 2006. Pour Charles Beer, c'était une manière spectaculaire de reprendre l'initiative après la votation sur le retour des notes à l'école. Un mois auparavant, le peuple avait infligé



Charles Beer: «On ne peut pas raccourcir la formation des maîtres.»

aux autorités cantonales un désaveu cinglant, qui rejaillissait sur la Fapse, le creuset de la pédagogie moderne romande. Jean Romain, en porte-parole des vainqueurs du 24 septembre, s'était réjoui que l'enseignement soit retiré à la Fapse: «On quitte le vase clos, il était temps que l'Université se concentre sur la recherche.»

«Situation très compliquée»

La «révolution» genevoise lancée en 2006 aurait-elle tourné à une réformatte, enlisée de surcroît? «La situation est très compliquée», explique Charles Beer. Le patron de l'Instruction publique assure que les objectifs restent les mêmes. D'une part rassembler dans un grand institut la formation des enseignants et celle des cadres – Genève est en train de se doter de directeurs au profil

managérial. D'autre part rapprocher la formation des maîtres du terrain, en favorisant les immersions dans la pratique. Le conseiller d'Etat relativise la réduction de mission attribuée désormais au futur institut dans la formation des instituteurs et institutrices. Que le bachelor porte le label Fapse ou IUFE, les formateurs seront les mêmes, fait-il valoir en substance.

Quelle durée de formation?

Une question fondamentale demeure par ailleurs. La réponse dépend de la volonté politique qu'imposera le parlement: quelle longueur pour la formation? Actuellement, les enseignants primaires font une licence en quatre ans au sein de l'université. C'est une «spécialité» genevoise en vigueur depuis 1996, souvent enviée par les milieux pédagogiques des autres cantons romands. Ce régime est condamné par le processus de Bologne. Celui-ci impose le bachelor de trois ans (180 crédits), suivi par un master de deux ans (90 à 120 crédits supplémentaires).

Charles Beer voudrait rendre le master obligatoire pour les enseignants primaires. Ce master pour tous pourrait être fait en cours d'emploi. On commencerait à enseigner avec un bachelor, il faudrait le master pour être nommé.

«C'est ce que je défendrai devant le parlement, assure Charles Beer. Je n'entends pas céder sur la

durée. On ne peut pas raccourcir la formation des maîtres au moment même où on leur demande plus dans tous les domaines: ce serait une contradiction préjudiciable.»

La conviction de Charles Beer sur ce point ne suffira pas à l'imposer sans difficultés à un Grand Conseil à majorité de droite. Comme dans d'autres cantons, la nécessité de faire suivre à tous les enseignants une formation longue est contestée, pour des raisons financières et de principe. A Genève, le Conseil de l'Université s'est exprimé dans un sens défavorable et les libéraux ont élaboré un projet de loi pour que la formation s'arrête au bachelor. A l'échelle inter-cantonale, la Conférence des directeurs de l'Instruction publique (CDIP) a elle aussi opté pour la formation courte.

Calendrier incertain

Charles Beer espère que Genève restera «le canton qui utilise le plus de temps et d'argent pour la formation des maîtres». Mais quand défendra-t-il ce projet devant le parlement? Le Grand Conseil doit voter en priorité la loi sur l'Université, répond le ministre. La formation des maîtres fera partie, à une échéance non précisée, d'un train suivant. Avec les dossiers du Cycle d'orientation, des zones d'enseignement prioritaire, des directeurs ou de la Haute Ecole de musique, l'enseignement genevois est un immense chantier.